

N° 5265²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**autorisant le Gouvernement à participer au financement des
travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la
station d'épuration de Hesperange**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES

(28.4.2004)

La Commission se compose de: M. Marco SCHANK, Président; M. Fred SUNNEN, Rapporteur; M. Emile CALMES, M. Camille GIRA, M. Gusty GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Aly JAERLING, M. Jean-Pierre KLEIN, M. Nico LOES, Mme Lydia MUTSCH et Mme Maggy NAGEL, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le 29 décembre 2003, le Ministre de l'Intérieur a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs comprenant le programme des travaux de construction, d'une estimation des dépenses y relatives et d'un commentaire des articles.

En date du 18 décembre 2003, le projet de loi a été transmis au Conseil d'Etat, qui a émis son avis le 16 mars 2004.

Dans sa réunion du 7 avril 2004, la Commission des Affaires Intérieures a désigné Monsieur Fred Sunnen comme rapporteur et a procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat.

Le présent rapport a été examiné et adopté au cours de la réunion du 28 avril 2004.

*

2. OBJET DE LA LOI

Le projet de loi a pour objet d'arrêter l'aide de l'Etat à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange.

La station d'épuration biologique de Hesperange avec une capacité de 8.000 habitants équivalents a été mise en service en 1972. Aujourd'hui, cette station d'épuration n'arrive plus à traiter correctement les eaux résiduaires d'une population qui a plus que doublé depuis pour atteindre actuellement quelque 17.000 habitants équivalents. Vers la fin des années 1990, eu égard au manque de concrétisation d'un concept du raccordement à la station d'épuration de Bonnevoie et celle de Beggen, la modernisation et l'extension de la station d'épuration de Hesperange ont été décidées. La station d'épuration biologique modernisée permettra, conformément à la législation en vigueur, un traitement tertiaire des eaux usées, c'est-à-dire une élimination des phosphates et des composés azotés grâce à une nouvelle technologie dite du „lit fluidisé“.

La modernisation de la station d'épuration comprendra trois phases différentes. Dans une première phase, la nouvelle installation pour le traitement mécanique des eaux, ainsi qu'un premier bassin biologique selon le procédé du „lit fluidisé“ seront mis en place. La deuxième phase prévoit, d'une part, la

démolition du bassin biologique et du clarificateur existants, et d'autre part, la construction d'un deuxième nouveau bassin biologique. Enfin, dans une troisième et dernière phases, il sera procédé à la réalisation de la solution définitive pour le traitement des boues. Cette modernisation comportera également la rénovation du bâtiment de service existant.

*

3. ASPECTS FINANCIERS DU PROJET

Selon les estimations du bureau d'études, le coût total de la station d'épuration s'élève à 16.547.532,76.- euros. Dans le cadre de la politique actuelle en matière d'épuration des eaux usées, le Gouvernement participe à raison de 90% aux dépenses d'agrandissement et de modernisation d'infrastructures d'épuration des eaux usées. La participation financière étatique se chiffrera, en chiffres arrondis, à 14.900.000.- euros. Il faut donc prévoir dans la programmation du Fonds pour la Gestion de l'Eau à partir de 2004 jusqu'à 2007 des enveloppes budgétaires de l'ordre de 3,73 millions d'euros par année.

*

4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 16 mars 2004, le Conseil d'Etat „recommande de remplacer le montant de la participation de l'Etat prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi.“. Le montant de la participation financière étatique s'élève à 14.900.000 euros (inchangée) – l'indice semestriel des prix à la construction appliqué (579,98) est celui du 1er octobre 2003.

Comme les travaux de modernisation et d'extension s'avèrent nécessaires pour se conformer aux critères de qualité arrêtés par le règlement grand-ducal modifié du 13 mai 1994 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires, le Conseil d'Etat marque son accord au projet de loi sous avis, dont le texte ne donne pas lieu à observation.

*

5. TRAVAUX DE LA COMMISSION

Au cours de la réunion du 7 avril 2004, il a été précisé que le projet devrait être achevé dans l'espace de 4 à 5 ans. Il y a urgence, puisqu'il y a lieu de se mettre en conformité avec la directive 91/272/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.

Suite à une question concernant l'agrandissement éventuel du diamètre des collecteurs d'eau d'Hesperange afin de limiter les risques de débordement des déversoirs en cas d'orage, les représentants du ministère ont précisé qu'aujourd'hui l'eau est collectée dans des bassins qui sont au nombre de trois et dont le nombre passera, après transformation, à dix.

Il a également été précisé que les prochains projets d'amélioration de stations d'épuration prévus par le ministère de l'Intérieur concernent Bettembourg, Bleesbreck et Mersch. D'autres projets porteront sur des stations sur la Moselle supérieure et inférieure, à Differdange, Pétange et Schiffange.

En réponse à une question relative au préfinancement de stations d'épuration par les communes et plus précisément sur l'axe de temps entre le moment où une commune doit avancer de l'argent et celui où l'Etat lui rembourse une partie, le Ministère a précisé que les crédits destinés aux projets figurent dans la programmation pluriannuelle du Fonds pour la Gestion de l'Eau, et que, par conséquent, ce délai devrait se situer entre un et deux mois.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires Intérieures recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

**autorisant le Gouvernement à participer au financement des
travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la
station d'épuration de Hesperange**

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Hesperange à concurrence de 14.900.000,00 euros (indice semestriel des prix à la construction 579,98 au 1er octobre 2003), sans préjudice de l'incidence des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

Art. 2.– La dépense occasionnée par l'exécution de la présente loi est à charge des crédits du Fonds pour la Gestion de l'Eau.

Art. 3.– Par dérogation à l'article 12b de la loi du 30 juin 2003 sur les marchés publics, la durée des contrats et marchés relatifs aux travaux, fournitures et services à exécuter en vertu de la présente loi peut excéder trois exercices, y non compris celui au cours duquel ils ont été conclus.

Luxembourg, le 28 avril 2004

Le Rapporteur,
Fred SUNNEN

Le Président,
Marco SCHANK

